

Bulletin d'histoire politique

Robert Nelson, Déclaration d'indépendance et autres écrits, Montréal, Comeau & Nadeau, 1998, 90 p., édition établie et annotée par Georges Aubin. / Mary Sodestrom, Robert Nelson, le médecin rebelle. Roman, Montréal, l'Hexagone, 1999, 348 p.

Jean-Paul Bernard



Volume 9, numéro 1, automne 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060443ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060443ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bernard, J.-P. (2000). Compte rendu de [Robert Nelson, Déclaration d'indépendance et autres écrits, Montréal, Comeau & Nadeau, 1998, 90 p., édition établie et annotée par Georges Aubin. / Mary Sodestrom, Robert Nelson, le médecin rebelle. Roman, Montréal, l'Hexagone, 1999, 348 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 210–213. <https://doi.org/10.7202/1060443ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

faites sur d'autres corpus significatifs. L'ouvrage de Micheline Cambron et de son équipe sert d'abord l'histoire littéraire, mais elle contribue également à mieux comprendre la pratique journalistique ainsi que les liens entre le littéraire, le politique et le social.

Gilles Gallichan

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Robert Nelson, *Déclaration d'indépendance et autres écrits*, Montréal, Comeau & Nadeau, 1998, 90 p., édition établie et annotée par Georges Aubin.

Mary Soderstrom, *Robert Nelson, le médecin rebelle. Roman*, Montréal, l'Hexagone, 1999, 348 p.

Le hasard a fait qu'à quelques mois de distance, fin de 1998 et début de 1999, paraissent deux ouvrages sur celui qui a été d'une certaine manière le personnage le plus marquant du deuxième temps des rébellions, 1838. Ces deux publications témoignent de l'intérêt pour les leaders anglophones. On a pu lire *O'Callaghan. The Making and Unmaking of a Rebel* (Jack Verney, 1994) et une abondante biographie de Thomas Storrow Brown est en chantier. Ce sont là d'heureuses initiatives au-delà des textes relativement courts sur chacun qu'on peut trouver dans le *Dictionnaire biographique du Canada*.

Georges Aubin nous donne ici, colligés dans un petit volume d'une centaine de pages, vingt-trois textes de Robert Nelson : trois textes relatifs à la célèbre proclamation d'indépendance de 1838 et une vingtaine de lettres retrouvées le plus souvent dans les archives concernant leurs destinataires. Modeste, il annonce simplement « édition établie et annotée », et d'une certaine façon il serait injuste de lui reprocher l'absence de présentation, et de l'homme, et de ses textes.

Et pourtant j'ai la vive impression que quelque chose manque. Pourquoi les annotations portent-elles à peu près exclusivement sur l'identification des personnes ? Pourquoi rien sur les problèmes ? Par exemple, à propos de cette lettre de Robert Nelson, alors à St-Albans (Vermont) à Ludger Duvernay, lui aussi exilé aux États-Unis, à propos de la Banque du peuple et de ses appuis conditionnels au mouvement dirigé par Nelson, « début d'août 1838 »... Il y a de la dynamite là-dedans. Seule annotation de Aubin : « Cette lettre signée du pseudonyme de J. Cedor a été identifiée par le récipiendaire Ludger Duvernay, comme ayant été écrite par Robert Nelson. »

Évitons d'être bec fin. Depuis 1992, Georges Aubin nous a donné près de dix ouvrages plus ou moins de ce type. Dans un sens, son zèle dans la collection ordonnée de matériaux est providentiel. Mais, il y a un mais. Les

vieux historiens pouvaient dire fièrement que l'histoire se fait avec des documents. Chasse aux documents, publication de documents. Très bien. Mais c'était dire trop peu. L'histoire se fait aussi avec tellement d'autres choses. Les documents parlent d'eux-mêmes. Non, il faut les faire parler. Plonger, énoncer des explications, avec les risques que cela comporte. Ce à quoi Georges Aubin se dérobe un peu.

Non, je me trompe. En « Annexe » et un peu subrepticement, il se trouve à bien dire où il loge, avec deux documents qui ne sont pas de Robert Nelson et des annotations qui font du commandant militaire anglais (Colborne) chargé de la répression, un affreux grassement pensionné ultérieurement ; et de M^{re} Lartigue, évêque catholique de Montréal, un flagorneur de l'autorité britannique et coupable de trahison envers la Nation canadienne. N'aurait-il pas été plus pertinent qu'il nous dise — c'est des textes de Robert Nelson qu'il s'agit — ce qu'il pense, lui, des investissements d'un médecin et chirurgien brillant, anglophone, dans un mouvement très, très majoritairement « canadien » ou canadien-français ?

De son côté, l'ouvrage de Mary Sodestrom se présente comme un roman historique, comme une œuvre dans laquelle les trous dans l'information sont comblés par l'imagination. Imagination identifiée et contrôlée toutefois, l'auteure fournissant moult notes, certaines à la façon des historiens et renvoyant aux sources, et d'autres déclarant ses « suppositions », à défaut de sources (voir par exemple la note 6, page 148).

C'est par abstraction qu'on ne considère Robert Nelson que comme patriote. Plus concrètement, Mary Sodestrom fait voir que l'homme politique, que l'investissement politique de l'homme et ses limites, ne peut se comprendre qu'en tenant compte de ses obligations professionnelles et de ses amours. Cela nous vaut des pages très riches, je crois, sur la pratique du médecin et du chirurgien très respecté. Et sur l'homme qui ne se marie qu'en 1835, passée la quarantaine.

Cela dit, *Robert Nelson, le médecin rebelle* est divisé en deux parties à peu près égales sur le plan chronologique : la première va jusqu'à son arrestation à l'automne de 1837 ; la seconde porte essentiellement sur l'année 1838 et sur la tentative de retour en force des réfugiés canadiens aux États-Unis (proclamation de l'indépendance, fin février, et invasion de la région du Haut-Richelieu, début novembre).

Cependant, une autre division structure le roman, division disons thématique celle-là et qui traverse l'ensemble du texte. Enchevêtrées, on a quinze sections intitulées « chapitre » et quinze sections intitulées : « fenêtre ». Par exemple, à propos de l'année 1832, on est emmené à voir dans le chapitre VI l'histoire générale connue (Reform Bill en Grande-Bretagne, élection partielle du mois de mai dans le Quartier ouest de Montréal,

incidence de l'épidémie de choléra dans Bas-Canada) ; et dans les « fenêtres » VI, ce qui est davantage de l'ordre du personnel (« Un médecin face au choléra »), puis la passion retenue de Nelson pour Catherine Fraser-Julien (fiction), de même qu'une correspondance imaginée avec Emily Bathe-Cox, rencontrée l'année précédente en Angleterre et qui, devenue veuve, deviendra en 1835, la femme de Nelson. Là, à propos du mariage, Sodestrom révèle de l'historique, dans le sens de factuel, jusqu'ici ignoré. Peut-être cette ordonnance est-elle moins claire dans la deuxième partie de la chronologie.

L'historien que je suis est tenté, selon son pli professionnel et une certaine facilité, de dire par exemple qu'en 1837, Robert Nelson n'a pas eu un rôle politique aussi effacé que Sodestrom le fait voir. Mois de septembre, peu de temps avant Saint-Denis, Saint-Charles et Saint-Eustache, il prononce un discours remarqué (être prêts à renverser le gouvernement ou se tenir tranquilles) lors de la fondation, place Jacques-Cartier à Montréal, de l'Association des Fils de la liberté. Et puis il fait partie, avec Papineau, Côté, O'Callagan, Brown, Bell, DeLorimier et (!) George-Étienne Cartier, du comité chargé, par le Comité central et permanent du comté de Montréal, de préparer la réponse à un message d'appui ou mouvement patriote de la part de la London Working Men's Association. Chez Papineau, il rencontre l'émissaire de William Lyon Mackenzie, Jesse Loyd, qui veulent coordonner les mouvements antimétropolitains du Haut et du Bas-Canada. Contre la stratégie de créer seulement des places fortes à la campagne, il a mis de l'avant l'idée de prendre carrément la ville de Montréal.

Le passé. À qui appartient le passé ? Aux historiens, à l'histoire-discipline, celle que l'on pratique dans les départements universitaires du même nom ? Ce n'est peut-être pas si simple. Et, s'il est évident qu'il faut que cette histoire-discipline existe, avec ses codes et ses prudences, tout le passé ne peut lui être réservé comme un territoire exclusif. Autrement, et dans le cas du présent, le roman serait illégitime, disqualifié par, disons, la psychologie et la sociologie. Le mélange d'histoire et de fiction qu'est le roman de Sodestrom n'est pas seulement intéressant, il est instructif.

Dans son épilogue, l'auteure insiste sur le devoir de mémoire pour un patriote anglophone qu'elle présente comme un prophète dont la Déclaration d'indépendance annonce pour les 150 années subséquentes les voies du progrès. Ses tout derniers mots : « Après tout, les mots "justice", "équité" et "liberté" appartiennent aux deux langues officielles. » Cet énoncé doit être entendu.

Un peu moins que de l'histoire avec Aubin et un peu plus que de l'histoire avec Sodestrom. Mais les travaux de l'un et de l'autre interpellent l'historien. C'est bien un historien patenté (Monet, *Last Cannon Shot*, 1969,

p. 43) qui a écrit, se situant vers 1839, « Robert Nelson, the provisional republic's president, had run to the gold mines of California in December 1838, covered with debts and ridicule ». La formule est belle. Mais lisez les textes rassemblés par Aubin et le roman de Sodestrom et on s'en reparlera.

Jean-Paul Bernard
historien

Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849, textes réunis et présentés par Gaston Deschênes, Sillery, Les cahiers du Septentrion, 1999.

« We blew it », phrase à l'emporte-pièce commençant la chronique de Don Macpherson dans la *Gazette* du 4 septembre dernier. Pourquoi une telle emphase ? À première vue, la chronique du journaliste de ce jour-là semblait souligner l'arrivée en librairie d'un petit livre de cent soixante pages : *Une capitale éphémère. Montréal et les événements tragiques de 1849*.

Il est rarissime qu'un journaliste de la *Gazette* s'intéresse à la littérature franco-québécoise, romans et essais confondus. Mais cette collection de textes colligés et présentés par Gaston Deschênes relatent rien de moins que l'incendie du parlement du Canada-Uni et de sa bibliothèque, un gouverneur général pris deux fois en souricière, de multiples tentatives d'avoir la peau du Premier ministre, deux incendies contre sa maison, une foule en délire qui manifeste haut et fort pour que les auteurs de ce grand dérangement ne soient ni jugés ni punis. Et qui réussit à faire plier les autorités !

Le « We blew it » de Macpherson, c'est l'expression d'un journaliste gêné. Gêné, parce que ses patrons sont habituellement maniaques des commémorations. Mais cette fois, la consigne est « bouche cousue » et l'explication de cette exhortation au silence se trouve en page 101 du livre de Deschênes : « La poupée du spectacle (le représentant de la reine) doit être rappelée et repoussée par le mépris universel du peuple. Dans le langage de Guillaume IV, « Le Canada est perdu et livré. La foule doit s'assembler sur la Place d'armes ce soir à huit heures. Au combat, c'est le moment ! » (*The Montreal Gazette*, 25 avril 1849).

Maintenant que la direction de la *Gazette* nous rabâche les oreilles sur la primauté du droit, il lui devient gênant de commémorer l'anniversaire d'un tel appel à la sédition. Le 25 avril 1999, rapporte Deschênes, la *Gazette* commémorait une émeute survenue... le 10 mai 1849 à New York ! Mais pourquoi donc alors Macpherson ose aller contre la consigne à l'occasion de la sortie de *Une capitale éphémère* ? C'est qu'il cherche avant tout à